



« R & D » (recherche et développement) et « délocalisation » au clairon

Lundi 22 et mardi 23 septembre, les syndicats étaient convoqués respectivement par M. Boudy, secrétaire général, pour « échanger » sur la recherche au Ministère, et par M. Tardieu, directeur adjoint du cabinet ministériel, pour être informé de l'option de délocalisation en vue de combler les déficits créés par la fermeture d'un certain nombre de casernes.

Si nous rapprochons les deux événements, ce n'est pas seulement en raison de leur succession rapide, mais aussi en raison des comparaisons qu'ils permettent.

Autant la réunion consacrée à la recherche s'est déroulée dans un climat de réflexion commune – instant de grâce qui ne sera pas forcément suivi d'effet ! –, autant celle sur la délocalisation a vu, une fois de plus, surgir le vieil et increvable démon de l'autisme administratif.

Résumons brièvement :

La recherche : le SG était manifestement preneur d'information et de suggestions. Toutes les organisations syndicales ont pu se faire entendre. Deux exigences principales se sont fait jour : l'une étant la **réactivation d'urgence du CMR** (Conseil ministériel de la Recherche), pas convoqué depuis plusieurs années, alors que c'est le lieu par excellence d'un dialogue concret entre tutelle et agents de terrain ; l'autre, l'établissement en interne **d'indicateurs d'évaluation plus fins** que ceux des chapitres imposés par la Lolf. En particulier : la prise en compte des seules publications de rang A (= évaluées par un comité de lecture de pairs scientifiques) laisse dans l'ombre une grande masse de production de haut niveau, et d'importance primordiale concernant le « recueil de données », mais publiés dans des périodiques plus généralistes (par exemple, nombre des publications des labos de conservation-restauration sortant non dans des revues de chimie ou de physique mais dans des périodiques d'histoire de l'art ou du patrimoine. C'est ainsi que'elles ne sont pas prises en compte).

La délocalisation à la manœuvre : la rumeur courait depuis quelques jours que, dans le cadre du vaste jeu de chaises musicales organisé par le pouvoir pour réparer les dégâts de la carte militaire la MCC avait opté pour la **délocalisation du siège de l'INRAP**. Environ 150 personnes : le taux d'effort en pourcentage exigible du tout petit MCC... Que ce nouvel avatar puisse signer la mort d'un jeune établissement, détesté – et constamment contrecarré – par les bétonneurs pressés, n'était sans doute pas le but de la manœuvre, mais permettait à l'administration de ne redoute qu'un minimum de vagues...

Le plus sidérant, dans le discours de M. Tardieu, ce fut l'éloge appuyé qu'il fit de « décideurs », hauts-fonctionnaires (qui n'ont manifestement gardé, de la fonction publique, que la « fonction » et ont perdu, en route vers leur carrière, le sens du service « public »), tenus par un « devoir de réserve sans faille ». Comprendre : même quand on leur demande de faire n'importe quoi, ils ne discutent surtout pas le fond, mais seulement les modalités d'exécution.

Si l'on rapproche l'attitude du secrétariat général dans un dossier recherche où tous les instruments d'évaluation et de décision existent déjà, à condition de les (re-)mettre en ordre de marche (CRM, recueil de données plus fin que ce qu'exige Bercy), et celle d'un cabinet ministériel pour qui la « négociation » avec les syndicats se limite à les informer de ce qu'il n'a pas lui-même discuté ni élaboré, mais qui dégringole du despote jusqu'aux braves petits lieutenants de l'administration, force est de constater que le temps passé en réunions, « constructives » ou pas, de toutes façons jamais suivies d'une prise en compte des revendications syndicales, est du temps purement et simplement perdu. Notre tutelle, nos hiérarques sont, comme certains d'entre eux ont eu la franchise ou la naïveté de le déclarer, de simples « courroies de transmission », et encore, une transmission qui ne fonctionne qu'à sens unique : du haut vers le bas !

« Dans quelques années, l'État devra se réengager pour réparer ce qui a été détruit. »

Fortes paroles de l'économiste Liêm Hoang-Ngoc, à propos de la Poste et de l'absurde menace de privatisation qui obère son avenir. Qui ne voit que le démantèlement des services publics en général, et du nôtre en particulier, nécessitera le même – coûteux – « retour de bâton » si on laisse « réforme » et « modernisation » achever leur œuvre de destruction ?

Dernière minute de Toulon : pendant la crise financière la « casse » continue ! pendant la « re-régulation » promise, la dérégulation continue ! Il nous faudra plus d'État ? externalisations, délocalisations, destructions d'emplois continueront !

Paris, le 26 septembre 2008